

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES

(Séance du 27 septembre 1865)

IV^{ème} résolution:

Attendu que la nécessité s'impose d'annihiler l'influence croissante de la Russie en Europe en appliquant à la Pologne le «*droit de chaque peuple à disposer de lui-même*», et en restaurant ce pays sur des bases sociales et démocratiques;

Le citoyen Le Lubez émet le vœu qu'on ne retienne que la dernière partie de la proposition, à savoir, «*que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes*». Selon lui, cela revient à poser le même principe, mais sur une base plus large et en fait universelle.

Le citoyen Weston, tout en appuyant l'amendement, déclare être opposé à l'introduction de toute question qui n'est pas du domaine social. Il ajoute qu'on ne devrait faire qu'une chose à la fois, mais qu'on devrait bien la faire.

Le citoyen De Paepe estime qu'on ne devrait pas mettre du tout cette question à l'ordre du jour. La restauration de la Pologne ne pourrait profiter qu'à trois classes: la haute noblesse, la petite noblesse et le clergé. Quant aux serfs, ils n'auraient pas grand-chose à espérer. «*Vous voulez mettre un frein à l'influence russe, dit l'orateur, quelle influence? Celle du gouvernement? En ce cas, je demande qu'on mette un frein à l'influence de tous les gouvernements de l'Europe. L'influence des gouvernements prussien, autrichien, anglais et français est-elle moins néfaste que celle de la Russie? Je dis que non. Mais si c'est à l'influence du peuple russe que vous voulez mettre un frein, alors je dis que ce peuple est l'égal de tous les autres peuples. En fait, il existe un mouvement parmi les paysans au nom duquel ceux-ci réclament «la terre et la liberté». Et puis, il y a tellement de peuples qui souffrent qu'il serait injuste de n'en nommer qu'un*». Il propose que la question ne soit pas retenue.

Le citoyen Wheeler soutient chaleureusement la résolution. Il dit que la Russie a toujours été une pierre d'achoppement dans la voie du progrès. Le despotisme est odieux partout où il sévit, mais le despotisme russe est le plus cruel de tous.

Le citoyen Lassassie pense qu'on ferait mieux de considérer la grande misère et la tyrannie qui accablent le peuple dans nos pays avant d'aller chercher si loin ce qui va mal. Les gouvernements souhaitent voir nos esprits tournés vers des questions lointaines ; cela cache à notre vue la tyrannie chez nous; il demande avec insistance que l'Irlande soit libérée du joug anglais.

Le capitaine Bobczynski, dans un discours habilement conçu et éloquent, répond aux objections soulevées contre la résolution. La Pologne, dit-il, se bat et reste opprimée plus longtemps que les autres pays; ses fils ont répandu leur sang sur tous les champs de bataille où le droit a lutté contre la force. La Pologne est la pierre de touche de la liberté en Europe; elle doit être démocratique et elle est pour la liberté de tous.

Le président [Odger] déclare que c'est au meeting en faveur de la Pologne à Saint James Hall, que les ouvriers français et anglais pour la première fois se sont rencontrés fraternellement. Nous devons soutenir la Pologne: elle est, pour nous, le symbole des nations opprimées.

Le citoyen Carter est d'avis qu'étudier les questions sociales sans toucher aux questions politiques équivaut à étudier un corps sans tête ou sans âme. Il ne sait pas où s'arrêterait le despotisme si la voix de l'humanité ne s'élevait pas contre lui. Il approuve la proposition.

Après une longue discussion, le président de séance met la proposition aux voix en demandant quelle ne soit pas retenue. Sept délégués seulement votèrent pour la proposition, et dix contre.

La proposition du citoyen Le Lubez obtient 10 voix, la proposition originale, 23.

Le citoyen Vésinier demande qu'on ajoute à la Pologne les noms suivants: Rome, Venise, la Hongrie, la France, l'Irlande, le Mexique, et d'autres encore, mais le président de séance lui répond que le règlement s'y oppose, la question étant résolue.
